



**DESMANTELANDO O PODER DAS CORPORAÇÕES
NA VIDA DAS MULHERES!**

Le 24 avril - 24 heures d'action féministe globale

Femmes, travail et migration

Marche Mondiale des Femmes

La Marche Mondiale des Femmes réalise, à chaque année, les 24 heures de solidarité féministe pour dénoncer la catastrophe de Rana Plaza survenue au Bangladesh le 24 avril 2013. 1,127 travailleuses et travailleurs de l'industrie textile y sont décédés et plus de 2,500 ont été blessées, victimes de l'exploitation de multinationales qui les exposaient à des conditions inhumaines de travail. La majorité des victimes étaient des femmes et plusieurs d'entre elles sont restées avec des séquelles permanentes les empêchant de travailler. Leurs mutilations les forcent à la mendicité.

Le 24 avril prochain, nous réaliserons différentes actions entre 12 heures et 13 heures, actions qui réaffirment notre lutte pour démanteler le pouvoir des transnationales sur la vie des femmes.

Comme Marche Mondiale des Femmes, nous dénonçons la tragédie de RANA PLAZA laquelle se répète en peu partout. Le système capitaliste, patriarcal, raciste et colonialiste rend invisible la contribution des femmes aux économies nationales et locales. Leur exploitation économique et la violence à leur égard se retrouvent partout dans notre monde.

Dans les Amériques, nous avons historiquement connu une situation d'inégalité profonde, de précarité du travail des femmes et une féminisation de la pauvreté. Cependant, en 2000, surtout en Amérique latine, résultat des revendications des femmes dans les mouvements sociaux, des changements ont été apportés dans les politiques des plusieurs gouvernements. Ces nouvelles politiques publiques visaient à diminuer l'inégalité et à favoriser un début d'augmentation de l'autonomie économique des femmes.

L'offensive néolibérale à laquelle nous sommes confrontées aujourd'hui dans tout le continent est une réaction à cette période de changements et d'élargissement de droits. Il s'agit d'une offensive

extrêmement violente car elle s'attaque aux corps, aux territoires et aux conditions de production de la vie. Voilà un processus de restructuration du capitalisme au niveau global.

Malheureusement, l'entrée continue des femmes sur le marché de travail n'a pas été accompagnée par des améliorations aux conditions de travail ni à la défense de leurs droits comme travailleuses. Cette situation se vit tant dans les pays du nord que du sud.

Parmi nous, plusieurs travaillent dans le secteur des services, dans des conditions difficiles, pour des salaires misérables et avec des inégalités salariales avec les hommes, sans protection sociale et fragilisées par une instabilité permanente. Comme main-d'œuvre disponible, nous devons obéir aux critères des capitalistes et leur seul objectif est le lucre à court terme. Les travailleuses qui ont des emplois précaires et qui oeuvrent dans le secteur du travail non formel sont exclues des politiques de protection de la grossesse, des congés de maternité ainsi que d'autres formes importantes de protection sociale. Le travail précaire génère une grande inégalité, une insécurité et une instabilité économique alors que le travail à temps partiel, le travail saisonnier et flexible sont monnaie courante dans toutes les régions du monde. Ces formes de travail adaptées au capitalisme ont des conséquences néfastes sur les corps et la vie des femmes.

Ces différentes situations ont des répercussions plus profondes pour les femmes migrantes qui sont exposées à toutes sortes d'exploitation et d'abus. Elles se voient obligées d'accepter ces conditions de travail sous la menace constante d'être expulsées du territoire sur lequel elles se trouvent. Cette migration se fait aussi entre les régions d'un même pays sous la pression de transnationales qui s'approprient des territoires pour faire de l'extraction minière. Ainsi, les déplacements de la campagne à la ville sont de plus en plus fréquents et ont pour conséquence que les personnes sont obligées de vivre dans les périphéries des villes ce qui occasionnent de longs trajets au travail, un entassement tant dans le logement que les transports. Ces conditions communes aux populations locales et aux migrants génèrent souvent plus de xénophobie et de racisme.

Il est fondamental de proposer d'autres formes d'organisation de la production, de la consommation et de la reproduction. Il faut des programmes économiques qui reconnaissent que l'économie n'est pas réductible au monétaire. Ces programmes économiques devraient aller au-delà du salaire et soutenir efficacement la reconnaissance et la réorganisation des travaux ménagers et de soins aux personnes.

Nous exigeons que toutes les formes de travail des femmes soient valorisées. Nous réclamons aussi une juste rémunération et une diminution de la surcharge de travail. Nous voulons que les femmes aient accès aux informations sur leurs conditions de travail. Tout doit être mis en œuvre

pour qu'elles puissent développer leur plein potentiel créateur. En conformité avec la recherche d'un travail décent, celui-ci doit être effectué dans des conditions de liberté, d'équité, de sécurité et de dignité humaine qui respecte les principes d'égalité des sexes et de non-discrimination tel que définit par l'Organisation Internationale du Travail.

Les avancées des unes soutiennent les avancées des autres et c'est pour cette raison que nous sommes en marche. Dans ce contexte, nous revendiquons un salaire minimum décent qui permette la couverture des nécessités essentielles. Pour que toutes les femmes aient accès à l'autonomie économique nous devons construire une société où le travail sous toutes ses formes est reconnu et valorisé.

Aujourd'hui, les richesses produites à travers le travail humain se concentrent dans les mains de ceux qui possèdent le capital. À eux les gains de capitaux et les intérêts. Nous demandons que cette logique soit inversée et que la richesse créée soit utilisée pour mieux rémunérer le travail.

Nous réaffirmons l'importance de lutter contre le libre commerce et les transnationales. Nous réaffirmons le droit à un emploi digne et à une plus grande autonomie économique des femmes.

Nous sommes convaincues de la nécessité de transformer la situation actuelle en tenant compte de l'apport des femmes aux économies et à la subsistance de l'humanité. Nous valorisons des valeurs de coopération et de solidarité entre les peuples. Nous comprenons que l'autonomie économique pour toutes les femmes ne sera jamais possible à l'intérieur du système capitaliste puisque sa vraie raison d'être est basée sur l'exploitation des personnes et de l'environnement. Nos actions et nos revendications ont pour objectifs la distribution des richesses, le droit de toutes et tous à un emploi de qualité, à des conditions dignes pour produire et commercialiser, à des possibilités de croissance personnelle ainsi en plus du temps libre.

Le 24 avril, nous lançons un appel pour tenir la journée de mobilisation internationale des 24 heures de solidarité. Entre 12 :00 et 13 :00 heures, soulevons-nous de chaque coin des Amériques pour réaffirmer notre volonté et notre engagement dans la lutte pour une transformation systémique du système capitaliste, patriarcal, un raciste et colonialiste.

L'indignation nous appelle à nous mobiliser dans chaque pays et dans le monde entier.

Nous serons en marche jusqu'à ce que toutes les femmes soient libres!